Au « Salon de la subvention »

[Ecoutez](http://app.readspeaker.com/cgi-bin/rsent?customerid=4585&lang=fr_fr&readid=article&url=http%3A%2F%2Fwww.agoravox.fr%2Ftribune-libre%2Farticle%2Fau-salon-de-la-subvention-178274)

***Les « paysans » (pardon, les « exploitants agricoles ») qui ont insulté la fonction présidentielle, donc la République, à travers François Hollande, méritent-ils l’indulgence dont ils bénéficient traditionnellement pour leurs exactions ?***

Question : pourquoi l’Allemagne, les Pays-Bas, le Danemark taillent-ils des croupières à l’agriculture française, jadis championne d’Europe voire du monde, alors qu’elle a reçu de l’Europe des centaines de milliards d’euros (environ 10 milliards chaque année) ?

Parce que ces pays ont profité des aides européennes pour moderniser leurs agricultures et leurs élevages dans l’esprit ultralibéral prôné par Bruxelles, afin de les rendre plus productifs, donc plus générateurs de profits. Il en est résulté une agriculture et surtout des élevages industrialisés, appartenant à des groupements financiers ou industriels, n’ayant pas d’états d’âmes à exploiter sans vergogne des mains d’œuvre venus de l’immigration (souvent clandestine) ou des travailleurs « détachées ». Ceci dans des exploitations que l’on ne peut plus appeler « fermes », enfermant plusieurs milliers de vaches monoraces (prime holstein) pissant des millions de litres de mauvais lait, sans jamais voir le soleil ni manger un brin d’herbe, nourris aux aliments industriels à base de soja OGM provenant d’Amérique (Nord et Sud), puis inondant le marché et faisant chuter les prix avec des tonnes de barbaque de réforme vendue par la grande distribution. Idem pour le porc et les volailles.

Question : Pourquoi la France n’a-t-elle pas suivi ce même processus ?

Parce que les gouvernements (où la droite reste largement dominante dans le temps) - en pleine connivence avec la Fédération nationale des syndicats d’exploitants agricoles (FNSEA) et avec la complicité intéressées du Crédit agricole et des Chambres d’agriculture – ont œuvrés non pas pour bâtir un avenir viable à l’agriculture française, mais avant tout pour maintenir un électorat traditionnellement acquis à la droite (voire actuellement à l’extrême-droite). Ils ont étalé dans le temps (et donc les scrutins !) la baisse régulière du nombre d’exploitations afin de maintenir quantitativement cet électorat. Les paysans français disparaissent inexorablement pour être remplacés par des « exploitants agricoles » sous contrat qui sont en réalité des ouvriers spécialisés « uber style », maillons faibles d’une agro-industrie préoccupée avant tout de profit financier. Et comme leur poid électoral s’est considérablement rétrécit, les « politiques » s’en foutent. Et TAFTA, s’il est signé, consacrera leur mise à mort.

L’ « exploitant agricole » a perdu son âme de paysan. Son âme et son savoir-faire. Il est devenu un chasseur de subventions, celles-ci représentant l’essentiel du revenu des « exploitants agricoles ». A noter que, sans assurer l’avenir de l’agriculture française, la Politique agricole commune a razzié l’essentiel des fonds européens au détriment d’autres politiques européennes. Les Français, principaux bénéficiaires des fonds européens, ont - sous la bannière de la FNSEA - toujours lutté contre les velléités bruxelloises de différentiation des subventions en fonction d’autres critères que la surface et la seule rentabilité des exploitations. Résultats : ces subventions ont été surtout – et sont toujours – pompés par les gros exploitants céréaliers (80 % du fric pour 20 % d’ « exploitants »-exploiteurs). Comme par hasard, c’est parmi ceux-ci que se recrutent l’essentiel des dirigeants de la FNSEA !

Les quotas laitiers, qui permettaient de produire à des prix rémunérateurs, ont été supprimés le 1er avril 2015. Suppression signée et ratifiée sous la droite de Sarko, rappelons-le à l’électorat de droite des « exploitants agricoles » qui sifflent et insultent le président actuel. Dès lors ces derniers somment l’Etat – avec nos sous - de prendre le relais de Bruxelles pour continuer de subventionner une agriculture responsable de biens des dégradations environnementales, stérilisant la terre par les engrais chimiques, empoisonnant l’eau et l’air par les pesticides, sans oublier la non qualité des aliments.

Et que dire de la désertification rurales résultant du regroupement des exploitations ; que dire des milliers de cancers contractés par les agriculteurs suite aux divers traitement chimiques ; que dire des suicides (deux pas jours) d’ « exploitants agricoles » flingués par les dettes contractées auprès du Crédit agricole pour sacrifier à la course au plus gros tracteur…

Et que penser de ce drôle de « syndicat » agricole dont le président, Xavier Belin, préside aussi une multinationale…qui vend – très cher, et c’est une des raisons occultée des problèmes de prix actuels - aux éleveurs qu’il est censé défendre l’aliment industriel à base de tourteaux de soja OGM ? Xavier Belin, le paysan en Prada est un homme d'affaires aux multiples casquettes. Il est président du syndicat majoritaire mais aussi : PDG de la société Avril-Sofiprotéol, multinationale aux multiples activités, vice-président du Copa-Cogeca, structure qui rassemble des syndicats et organisations agricoles au niveau européen, particulièrement favorable à la signature du traité TAFTA, président du port de commerce de La Rochelle, deuxième port français pour l’exportation de céréales, propriétaire dans le Loiret d'une exploitation de 500 hectares de blé, orge, colza, tournesol, maïs et pois protéagineux, etc. Quel homme pour s'occuper de tant de choses !

Quant à Sofiprotéol, rebaptisé Avril – ça fait plus printanier ! - c'est un mastodonte de 7 milliards d’euros de chiffre d'affaires, qui regroupe plus de 150 sociétés, présent dans 22 pays, notamment au Maghreb. L'objectif de cette pieuvre : assurer un maximum de débouchés à la filière des huiles et des protéines végétales (tournesol, colza, etc.)

Sofiprotéol-Avril, ce sont les huiles Lesieur et Puget, les œufs Mâtines, c'est des porcs, de la volaille, du bétail avec Glon Sanders, n°1 de l'alimentation animale. On la retrouve aussi dans la santé et la génétique animale, dans l'oléochimie (cosmétiques, peintures, mousse polyuréthane), dans les carburants (Diester industrie, n°1 européen du bio-diesel). On la rencontre encore dans le financement de l'agriculture industrielle, dans l'huile de palme, dans les semences, dans les additifs alimentaires, dans... les OGM (par Biogemma), et même dans la presse agricole !

Et les « floués de la terre » confient la défense et l’élaboration de leur futur à ce cartel qui montre sa force au salon de l’agriculture – qu’il faudrait rebaptiser « SALON DE LA SUBVENTION » - en orchestrant les insultes, le démontage du stand gouvernemental, les jets de bouses afin d’intimider le gouvernement…

Les ex-paysans, devenus « exploités agricoles » n’ont que les représentants syndicaux qu’ils méritent et l’avenir que ceux-ci leur concoctent.

Que faudrait-il faire alors ? Qui lo sa ?

Il faudrait peut-être organiser, voire imposer, des négociations tripartites entre la grande distribution, les industriels de l’agroalimentaire et aussi les paysans (pardon, les exploitants agricoles). Mais qui pour les représenter face à des colosses structurés, avides et sans états d’âmes ? Certainement pas la FNSEA. Alors, des groupements de producteurs ? Existent-ils ?

Il faudrait certainement imposer l’étiquetage pour que le consommateur sache ce qu’il achète. Encore faudrait-il que nos représentants auprès de l’Europe ne se couchent pas, comme d’habitude.

Il faudrait évidemment sortir de la monoculture, avec des fermes à taille humaine pratiquant une pluriculture destinée à nourrir une clientèle de proximité et sortir du mirage de l’exportation de produits de qualité médiocre concurrencés par leurs équivalents venant des pays à bas prix de main d’œuvre (Brésil) ou exploitant sans vergogne les travailleurs « détachés » (Allemagne).

Et surtout remplacer ces productions qui ne peuvent pas, compte tenu des prix de main d’œuvre chez nous et de la structure familiale de nos exploitations, concurrencer les productions des usines à lait ou à barbaque de la mondialisation. En surfant sur l'image très positive de la France, terre d'excellence gastronomique, terre de luxe, terre de savoir-faire, terre de savoir-vivre pour se diriger vers des productions de qualité, de haut de gamme, lait et viandes bio, produits transformés AOC et AOP, etc., à des prix rémunérateurs.

Et nos paysans retrouveront le goût du bel et bon labeur et la joie de vivre plutôt que la tentation de la corde...

Illustration X - Droits réservés